

L'Ouest du Gref

L'édito

« Réinterroger nos raisons d'agir »

C'est une piste proposée par le groupe de pilotage pour soutenir nos réflexions lors des Journées nationales.

Cette proposition tombe à point nommé au moment où de nombreuses ONG se posent la question du « Do No Harm » soit en bon français « Ne pas Nuire »

Mais qu'est-ce donc que ce concept ?

Rappelons qu'il n'est pas nouveau puisque sa définition est à la base du serment d'Hippocrate !

Il est, tout simplement, basé sur l'idée et la reconnaissance que l'aide peut avoir des effets négatifs.

Il est nécessaire de le prendre en compte à la fois dans le cadre institutionnel et dans la mise en œuvre des projets. C'est un principe qui doit éclairer toutes nos interventions. Ne pas nuire, c'est prendre du recul par rapport à nos interventions pour regarder plus largement le contexte et mitiger les effets négatifs potentiels sur le tissu social, l'économie et l'environnement.

Raisons d'agir, façons d'agir les deux ne sont pas dissociables. Des interrogations et des débats en perspectives !

Marie Thérèse Bausson

Le sommaire

L'édito de Marie-Thérèse Bausson

Reprise des actions à l'international p.2
Guinée, Bénin, Sénégal

Projet en construction p.5
Afrique centrale

Actualité politique et culturelle..... p.8
Haïti

Ouverture du GREF aux jeunes et aux nouveaux adhérents
Le GREF y était ! p.10
Etre une association marraine avec le FONJEP (association pour la jeunesse)..... p.11
Rencontrer une association qui travaille avec des jeunes : « AMAR »..... p.12
Recruter de nouveaux adhérents :
Sur des projets (Atelier « arts plastiques ») p.14
Ou sur des événements mobilisateurs (vide-grenier pour le Bénin) p.16

Sujets de réflexion et travaux du GREF en cours
Capitalisation p.18
Question des langues p.20

Reprise des actions à l'international

Une mission en Guinée pour le projet : « Renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des enseignants pour une amélioration de la qualité de l'enseignement primaire à Kankalabé ».



Guy Berthou, coordinateur du projet, explique le travail à distance qui a été réalisé : Les enseignants ont filmé des séquences de classe. Les collègues du GREF ont analysé ces séances et ont fait des retours pour une amélioration des pratiques. Guy a reçu des demandes de régions proches de Kankalabé mais ces demandes ne pourront être honorées sous la forme actuelle car l'association des membres issus de la diaspora (AKGN) ne financera pas un projet hors du territoire de Kankalabé. Il faut signaler que ce projet est entièrement financé par l'association AKGN. C'est, bien sûr, confortable mais aussi contraignant.

La mission est prévue du **10 novembre au 3 décembre**. Le contenu des formations sera construit avec les enseignants. Les formations s'appuieront sur les réflexions issues des visios avec un point fort sur les travaux de groupe à mettre en œuvre dans les classes.

Marie-Brigitte Duigou et Marie-Thérèse Bausson

Une mission au Bénin pour le projet : « Développer l'entrepreneuriat féminin d'un groupement de maraîchères ».

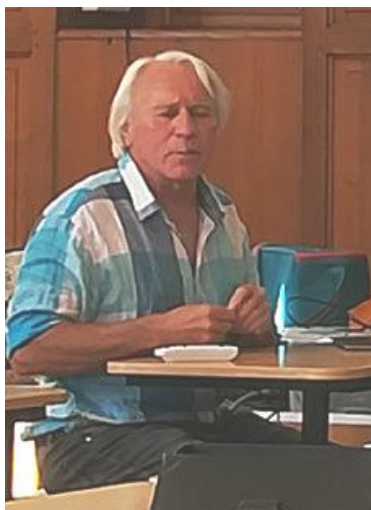


Dominique Palm, coordinatrice du projet, revient rapidement sur son historique. Le projet a obtenu des subventions de la ville de Brest, des conseils départementaux 29 et 35. Plusieurs activités ont contribué à élargir les sommes reçues : vente de jus de pommes, de chocolats de Noël, vide-grenier, vente d'objets de couture et de cartonnage.

Une formation aux techniques agricole a été réalisée par le centre de formation Hortitech. Une belle communication via une chaîne de télévision béninoise a donné de la visibilité au projet.

Les membres du vivier se sont retrouvés les 14/15 et 16 septembre. Cette rencontre a permis, entre autres, de prendre connaissance du rapport du formateur Hortitech, d'affiner les connaissances des uns et des autres sur les techniques de l'alphabétisation fonctionnelle, de prévoir la feuille de route de la prochaine mission. Celle-ci devrait se dérouler sur 5 semaines du **8 novembre au 14 décembre**. Deux équipes de 3 personnes sont prévues. Un chevauchement pour une bonne transmission aura lieu la 3ème semaine.

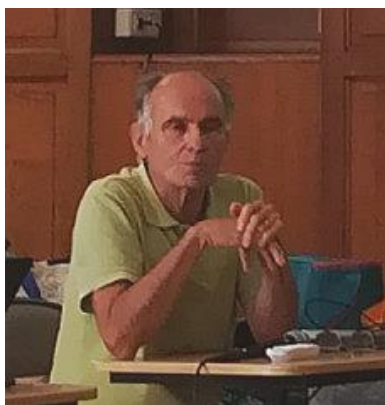
Une mission en Casamance pour le projet « Accompagner les centres de formations professionnelles vers les opportunités numériques »



Philippe Dhaussy, coordinateur du projet, explique qu'en raison de la pandémie, les actions initiées n'ont pu se développer. Une prochaine mission prévue **du 26 octobre au 1 décembre** « devrait y remédier. La feuille de route est établie. Il s'agit essentiellement de :

- Poursuivre les formations
- Etudier la création d'une entreprise de développement de logiciels
- Préparer l'ouverture de 3 clubs informatiques
- Travailler sur le développement du logiciel de e-commerce mis en place par le groupement d'intérêt économique « casa écologie »
- Rencontrer les partenaires : Université de Ziguinchor, direction des C.F.P. de Casamance, ministère de la formation professionnelle.

Une mission au Sénégal pour les projets : « Alimentaire Solidaire et Iles Educatives »

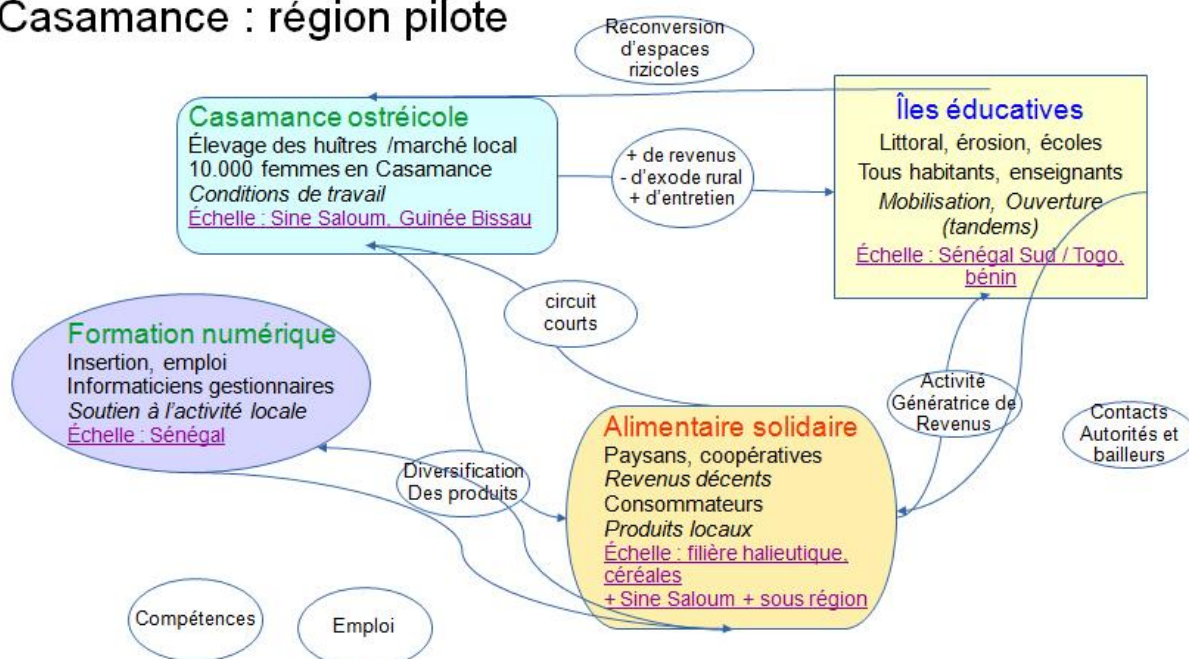


Lors de la prochaine mission prévue en novembre, Patrick Chevalier, coordinateur de ces deux projets, appuiera la mise en place de la coopération entre l'école de Diogué et celle de Riec-sur-Belon en France. Il réalisera une vidéo pour présenter les résultats de la lutte contre l'érosion. Il facilitera la mise à l'échelle des méthodes douces anti érosion et rencontrera ses partenaires : Gouvernance de Ziguinchor, Inspection académique, centre de suivi écologique et direction de l'environnement, M.A.E, AFD.

Pour le 2ème projet « Alimentaire Solidaire », il s'agira essentiellement de mettre en place des formations à la gestion commerciale (e-commerce) et à la gestion financière des personnels des Groupements d'Intérêt Economiques, de rencontrer les producteurs mais aussi l'institut supérieur de la recherche agronomique et un centre de formation professionnelle.

Illustration des projets de développement local auxquels participent Patrick et Philippe

Casamance : région pilote



L'équipe dite d'Adjarra est partie le 8 novembre au Bénin. Dominique Palm donne à Marie-Brigitte Duigou des nouvelles de leur première semaine de mission :

« - Après les démarches usuelles d'installation mardi 9 après midi, 1^{ère} réunion de travail le mercredi matin : De nombreux points ont été abordés (comité de pilotage, audience attendue avec la mairie, objectifs de la mission d'ancrage). On informe le partenaire qu'une autorisation officielle est à obtenir pour démarrer l'alphabétisation, dixit Florentine coordinatrice des Maîtres Alphabétiseurs.

- Ensuite, n'ayant sur nous que des pass sanitaires électroniques, nous sommes reçus sur le trottoir par la responsable de la Direction Départementale de l'Enseignement Secondaire qui nous demande de nous rendre à Cotonou en urgence pour obtenir une autorisation auprès du Ministère des enseignements secondaires.

Après un passage à la mairie d'Adjarra pour se présenter auprès du SG (secrétaire général), nous terminons la journée par une visite sur le site du CEDES et nous discutons avec un maraicher qui nous sert d'interprète auprès des 4 femmes présentes.



- Le jeudi, malgré un forcing respectueux auprès d'un représentant du ministère, nous rentrons de Cotonou sans avoir obtenu l'autorisation nécessaire.
- Tôt le vendredi matin, Malou et Alain filent sur Cotonou et obtiennent enfin une autorisation « provisoire » après entretien avec le Secrétaire Général. Nous découvrons que nous sommes tenus de présenter quasiment le même type de demande auprès de 5 autres Directions (4 basées à Cotonou et 1 à Porto Novo)
- 14 h : second RDV avec la responsable de la Direction Départementale qui nous invite à rencontrer le Directeur après avoir rédigé sur place une 1^{ère} demande. Oralement un accord est donné pour démarrer la formation en Alpha. Cependant nous devons venir chercher le courrier officiel à la Direction Départementale de Porto.
- Samedi 13 : réunion avec notre référent à propos du site.»

Message envoyé aux greffons bretons par Guy Berthou (le 11/12 :2021):

« (...) rentré de Kankalabé en Guinée, une première mission en présentiel, riche en événements et en rencontres, et intense en activités. (...) Mes collègues, Pierre Hess et Bernard Blochs, sont tout aussi ravis et étonnés de l'accueil, de l'enthousiasme des participants locaux. Un étonnement dû à la ponctualité et à l'investissement de tous les partenaires. Mission positive ».

Projet en construction

PROJET KAKUMA (KENYA) Contexte et historique du projet D'après la présentation d'André Rouillé aux JR de Vannes, 21 septembre 2021



La situation des déplacés dans le monde est et sera l'un des défis majeurs qui se poseront à l'humanité au 21ème siècle. Le GREF y a déjà joué son rôle et apporté des réponses, selon ses valeurs et dans le champ de ses compétences.

Il y a environ 4.700 000 réfugiés au total dans la partie d'Afrique nommée « Afrique des Grands Lacs » au GREF. 6 pays sont concernés : Burundi, République Démocratique du Congo, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie.

Le problème des langues

Ces 4 à 5 millions de réfugiés connaissent une situation linguistique similaire puisque tous, en quittant leur patrie, ont dû aussi privilégier leur langue régionale, le Swahili par exemple, au détriment de leur langue d'éducation, donc le français pour les congolais et les burundais, et aussi pour le Rwandais, même si ces derniers ont adopté l'anglophonie pour leur système éducatif en 2009 (le français restant aussi langue nationale avec donc l'anglais et le kinyarwanda).



En ce qui concerne les camps de réfugiés, les populations francophones accueillies se trouvent dans deux situations différentes : soit elles peuvent conserver en territoire étranger leur propre système éducatif en français, soit elles sont dans l'obligation d'inscrire leurs enfants dans le système anglophone national du pays d'accueil.

Le premier cas est celui des camps de réfugiés en Tanzanie, celui de Nyarugusu par exemple où le GREF est intervenu régulièrement de 2016 à 2019. Le second cas est celui du Kenya, du Rwanda et de l'Ouganda où les familles accueillies doivent inscrire leurs enfants dans des écoles anglophones. Un nouveau projet du GREF sera proposé à Nyarugusu, mais ne pourra l'être dans l'immédiat qu'en formule distancielle, l'état tanzanien interdisant l'entrée dans les camps de son territoire à toute ONG ou ASI étrangère. Un autre dossier comme celui-ci sera prochainement proposé, précisément pour prolonger l'aide que nous avons jusqu'ici apportée aux réfugiés en Tanzanie. Ce dossier sera construit rapidement, mais en laissant tout de même place à un temps pour démarrer le projet Kenya.

Entrons donc pour le moment dans celui-ci qui concerne la population francophone de deux grands camps voisins au Nord-Ouest du Kenya, Kakuma et Kolobeyi, Kakuma étant un des plus grands camps de réfugiés du monde avec 195000 personnes. Notre ambassade de France à Nairobi s'est naturellement préoccupée du devenir de la langue française et de la culture française dans la fraction francophone de cette population et le SCAC de cette ambassade s'est tourné vers le GREF.

ACCOMPAGNER LA PRATIQUE ET L'ENSEIGNEMENT DU FRANCAIS DANS LA POPULATION DES REFUGIES FRANCOPHONES DU KENYA

Description générale : Projet s'inscrivant dans le cadre de la francophonie, répondant à la demande et au souci des réfugiés francophones de Kakuma et Kalobeyei, professeurs bénévoles ou non, de maintenir pour eux-mêmes et leurs enfants le français qu'ils considèrent non seulement comme une langue liée à leurs racines et qu'ils espèrent retrouver, mais aussi comme une langue de portée internationale susceptible de leur ouvrir des opportunités une fois de retour au pays.

Les objectifs spécifiques :

- 1) favoriser l'enseignement et la progression du français chez les enfants arrivés au Kenya dans un système éducatif anglophone après avoir accompli une première partie de leur cursus scolaire en système francophone.
- 2) organiser l'initiation au français des enfants arrivés en bas âge (primo-arrivants, voire nés sur place).
- 3) valoriser, encourager et favoriser le plurilinguisme
- 4) favoriser la communication interculturelle
- 5) s'inscrire grâce au numérique dans une dynamique de développement et d'autonomie sociale

L'équipe du GREF et ses compétences : Compte tenu des objectifs de ce projet, une équipe du GREF s'est constituée (et reste ouverte). Toute l'équipe a participé activement à l'élaboration du présent projet à travers beaucoup de rencontres zoom. Elle réunit les compétences requises, à savoir dans le domaine de la formation d'enseignants, dans celui du français langue étrangère et du français langue seconde, dans la problématique du plurilinguisme et dans la gestion d'une formation en ligne. Une grande partie de cette équipe se prévaut par ailleurs d'une certaine expertise acquise lors de missions antérieures dans le contexte identique du camp de réfugiés de Nyarugusu en Tanzanie.

Sources de vérification :

Fin 2019, à la demande l'Ambassade de France, le RP et une formatrice FLE sont allés sur place et ont rencontré *les formateurs de l'AFK* (association de francophones de Kakuma). Ils ont pu constater: L'immensité du camp, des transports rares et chers, les partages difficiles du centre de documentation, la mauvaise qualité et la cherté des accès aux réseaux électriques et à la wifi, les prix locaux élevés pour les fournitures scolaires (ramettes papier, cartouches d'encre), et aussi, l'inquiétude des formateurs au sujet de la place déclinante du français dans le camp, la non reconnaissance des compétences et des diplômes qu'ils ont acquis dans leur pays d'origine, et surtout leur désir de mieux se former pour améliorer leurs pratiques et gagner ainsi davantage en reconnaissance et en légitimité.

Cette réalité a été d'autant plus facile à discerner pour les formateurs du GREF qu'elle est semblable à celle qu'ils avaient déjà appréhendée à Nyarugusu en Tanzanie entre 2016 et 2018) auprès des réfugiés francophones. Dans les deux cas, en effet, il s'agit de sauvegarder la langue française, langue acquise dans leur patrie d'origine, et qu'ils retrouveront sans doute, lors d'un possible retour d'exil (d'ailleurs en cours ponctuellement pour certains Burundais).

L'opportunité des objectifs spécifiques a été définie et précisée sur la base de trois sources :

- a) Par cette même rencontre en 2019



b) par une enquête initiée en mai 2021 par Julie Briand du SCAC de notre ambassade, enquête adressée aux formateurs de l'AFK. Celle-ci nous a permis d'avoir une meilleure connaissance des réalités du terrain et de nous éclairer sur les pratiques et les besoins de formation.

c) et par un questionnaire complémentaire, adressé au même public par E. Schock, du GREF, questionnaire centré, lui, sur leurs pratiques du français. C'est ainsi que nous avons élaboré notre premier projet.

Les résultats attendus :

- 1- Un groupe de formateurs volontaires, organisé officiellement en association, est constitué.
- 2- Un réseau, un calendrier et une localisation de prestations sont mis en place
- 3- Un centre de documentation français fonctionne

Modalités de travail: Le groupe des formateurs réfugiés se réunira régulièrement, selon un calendrier préétabli, et effectuera un travail de confrontation des expériences, réussites, difficultés rencontrées, etc. (Réunions zoom, ouvertes aux formateurs GREF). Cette objectivation des pratiques professionnelles représente une dimension essentielle de la formation.

Perspectives :

Calendrier : nos partenaires réfugiés nous ont exprimé le désir de commencer le travail le plus tôt possible. Compte tenu des conditions sanitaires actuelles, l'action commencerait par une formation en distanciel (de fin 2021 à septembre 2022,) et se poursuivrait par deux années en présentiel, de 2022 à 2024.

Partenariats possibles : de nombreuses ONG travaillant dans l'éducation sont activement présentes à Kakuma et Kolobeyie. C'est en particulier le cas d'INZONE, ONG liée à l'université suisse de Genève, qui gèrerait l'hébergement, la connexion internet et l'électricité. La conseillère du SCAC qui a sollicité le GREF souhaite un tel partenariat et doit provoquer une rencontre pour une convention.

Projection vers une extension, voire une généralisation de ce type d'action du GREF en direction des populations réfugiées. Dans cette Afrique des Grands Lacs, de tels camps existent partout, les multiples conflits en particulier ethniques qui ont ensanglanté cette région sont la cause constante et encore en cours de déplacements forcés de populations.

Cela signifie que ce que l'équipe du GREF a déjà réalisé dans le camp de Nyarugusu en Tanzanie et projette de réaliser auprès d'une autre population déplacée au Kenya, pourrait sans doute être généralisé. Le RP actuel de cette région a des relations dans beaucoup d'autres tels camps, en Tanzanie, en RDC, au Rwanda, en Ouganda.

Il y a sans doute là, comme le suggérait la première phrase d'introduction de ce dossier, l'idée d'un projet vaste, multi-pays.

Eléments de Budget :

Le sujet du financement a été abordé et travaillé par l'équipe du GREF, soutenue par des membres du CA bien au fait de ces questions, dès la conception du projet. Plusieurs pistes ont été lancées et doivent être approfondies. Une rencontre interne au groupe GREF est programmée rapidement pour déterminer le budget prévisionnel permettant de démarrer l'action. Lors du dernier zoom organisé avec nos partenaires de l'AFK, les responsables de l'action au Kenya ont évalué leurs besoins prioritaires pour commencer à travailler avec les formateurs du GREF: la décision la plus urgente est l'achat de 20 Smartphones pour les enseignants de l'AFK, prix unitaire au Kenya: 100€ x20 = 2000€. Qu'en est-il actuellement ?

1-Le SCAC n'a pas encore confirmé sa participation financière, nous savons tout au plus que nous serons fixés courant octobre au sujet de son montant.

2-Autres pistes de financement : un Crowdfunding : l'idée est de demander à l'AFK de produire pour notre com' de petites vidéos de quelques secondes. Par exemple, des images de classes, d'élèves, de leurs parents, de la présence de la francophonie dans le camp... A ces images seront accolées des formules-chocs sur lesquelles l'équipe du GREF a commencé à travailler. Ces petites vidéos seront diffusées sur les réseaux sociaux, auprès de notre réseau d'associations partenaires et de nos réseaux personnels

Une autre proposition pour collecter des fonds : présentation de notre projet sur le moteur de recherches Lilo.



« *Que se passe-t-il là-bas ?* » c'est le titre que nous avons donné en réunion régionale de septembre à une réflexion en deux temps à propos de deux pays profondément secoués pendant l'été : l'Afghanistan et Haïti. L'un en pleine dérive politique, économique, sociale, bouleversé par un nouveau tremblement de terre... l'autre de nouveau entre les mains des talibans et envisagé principalement sous l'angle de la situation des femmes.

Aujourd'hui, comme chaque matin j'ouvre sur mon smartphone, l'« alerte google Haïti » : revue de presse des journaux haïtiens francophones notamment. Voici quelques extraits significatifs :

AlterPresse : « Malgré une timide distribution des produits pétroliers dans certaines stations de distribution, les gangs armés continuent d'en empêcher les livraisons sur le territoire national. Impuissantes et laxistes, les autorités étatiques n'ont posé, jusqu'à présent, aucune action efficace pour mettre un frein à ces actes criminels. [Plusieurs entreprises, bureaux et services ont été contraints de réduire ou de suspendre leurs activités, à cause de la crise du carburant.] » 08/11/2021

- **NetAlKoleMedia** : « Les gangs criminels existent en Haïti depuis des décennies. Ces derniers mois, après l'assassinat du président, ils se sont pourtant renforcés: on parle de près de 800 kidnappings et de plus de 300 meurtres depuis le début de cette année seulement. »
- **France 24** : « A Haïti, l'eau est devenue une denrée de plus en plus en rare que les haïtiens sont obligés d'économiser. Une pénurie qui s'explique par une autre, celle du fuel, qui empêche les stations de pompage d'eau de fonctionner. Sans elles, impossible d'avoir de l'eau potable »
- **Haïti Libre** : « Faute de carburants, des média réduisent leur diffusion ou cessent d'émettre. Le fonctionnement des hôpitaux est gravement affecté... Hausse alarmante des enlèvements de femmes et d'enfants.»
- **Le Nouvelliste** : « Bing-bang entre Haïti et la République dominicaine. Le gouvernement (dominicain) a mis en place un comité de suivi et de consultation sur la crise qui touche Haïti, (...) les initiatives déjà entreprises ont amené à la frontière plus de 12 000 soldats (dominicains)... un investissement qui peut sauvegarder le territoire, ainsi que protéger la ligne de démarcation entre les deux pays”.

Parmi cet afflux quotidien de nouvelles il est bien difficile d'en trouver une franchement positive !

Alors des images me viennent : Haïti, une moitié d'île qui part à la dérive...cette moitié tellement délimitée quand on survole la République Dominicaine vers Haïti, avec la vision d'un passage net, du vert forestier au jaune des parois montagneuses déforestées, on dirait deux pièces de puzzle qui ne vont pas ensemble dans le grand bleu caraïbe...

Il me faut regarder ailleurs ou plutôt scruter de plus près au creux des vallées haïtiennes, entre les mornes, contre les cases des bidonvilles, au bord des trottoirs, écouter et comprendre tous ces gens. Certains d'entre nous se souviennent de l'Association des Femmes Vaillantes pour le Développement de la Colline Deslandes, de l'APV Association des Paysans de Vallue et de bien d'autres groupes encore...

Nos amis de l'ONG haïtienne le GAFE ont lancé dans le cadre d'Alternatiba, un pacte pour la transition écologique et sociale en Haïti, toute « une action pour l'engagement citoyen au niveau de l'administration locale » sous forme d'ateliers citoyens qui ont réuni plus de 700 personnes dans 10 départements : le document qui en est issu devrait être une base d'engagement lors de futures élections locales.

J'ai noté aussi : « Pour la promotion de l'agro écologie comme stratégie pour aboutir à la souveraineté alimentaire : malgré une situation morose caractérisée par la difficulté de se déplacer d'un endroit à l'autre en raison de la

pénurie de carburant et de l'insécurité, plus d'une soixantaine de représentants d'organisations paysannes, de syndicats du milieu ouvrier et d'ONG solidaires se sont réunis dans la capitale haïtienne, les 14, 15 et 16 Octobre 2021, pour réfléchir sur la nécessité d'un grand mouvement en faveur de la souveraineté alimentaire dans le pays ». Colette Lespinasse 28/10/21.

Tous nos futurs liens en tant que GREF devront peu à peu se tisser dans ces cadres, proches du quotidien local, avec ces gens-là, au service de stratégies toutes haïtiennes, sans doute loin de nos visions occidentales, mais sans nul doute les seules porteuses de véritable efficacité.

Pour conclure, quelques nouvelles de l'actualité culturelle à propos d'Haïti



« **Nouvelles de Peyi lok** » aux éditions Atlantiques déchaînés, préface de Lionel Trouillot, nouvelles d'auteurs haïtiens connus. 14 €.

L'article publié par Médiapart vous persuadera de la pertinence de ce recueil

<https://blogs.mediapart.fr/frederic-lhelgoualch/blog/071121/nouvelles-du-peyi-lok-espoirs-ecrits-des-ignores>



*Vous ne regretterez pas non plus d'acheter un autre livre « **Ravine l'Espérance** » de Jean-Michel Defromont ; cette fois pas d'auteurs haïtiens connus, mais Marylove élève couturière, Jésula écolière, Ti-Blanc jeune de la rue, Laurent professeur agronome, Fati responsable ONG « des livres et des mains », Mondesir fabricant et vendeur de balais...leurs voix s'entremêlent pour le récit d'une semaine de leur vie avant que la terre ne se mette à trembler.*

<https://www.youtube.com/watch?v=Abo5pGKqotA>

Editions Quart Monde 400 p. 10€

On m'a dit dit : « c'est un livre indispensable à lire pour qui veut connaître ou aller à Haïti ! »



Pour terminer, voici un film, **FREDA** sorti en salle en octobre mais trop vite disparu des programmations de rentrée.

« Rien n'est anecdotique ni gratuit dans ce premier film féministe, féroce mais frais et électrisant de **Gessica Génés**, comédienne et réalisatrice haïtienne, qui a déjà ébloui la Croisette lors du dernier Festival de Cannes (sélection 2021 Un certain Regard)

« Malgré la situation dramatique, l'espoir persiste. La jeunesse haïtienne veut vivre malgré tout et le film met en scène des débats où les jeunes questionnent l'avenir du pays et réfléchissent sur comment se relever de la crise qui dure depuis tant d'années. »

Ouverture du GREF aux jeunes et aux nouveaux adhérents

Le GREF y était !



Le 20 novembre au Marché du Monde du Festisol aux capucins à Brest.

Une belle manifestation de la Solidarité Internationale !

De belles rencontres et récolte de quelques fonds par Josiane Menet, Sylvie Bouguet, Maries Cleuziou et Marie Certenais. Jean-Jacques Pellé est préposé à la prise de vue.



Marché de Noël à Traon-Nevez le 5 décembre. A gauche le tour de Jean-Jacques qui propose des démos de tournage.

Parrainer une association de jeunes c'est valoriser l'expertise du GREF et construire l'intergénérationnel

Vous êtes une association de jeunesse ? d'éducation populaire ? de solidarité internationale ? Vous avez déjà une expérience dans l'accompagnement de jeunes sur des projets de mobilité et de solidarité internationale ?

Le FONJEP vous invite à candidater pour devenir marraine de projets collectifs de solidarité internationale à travers les dispositifs Jeunesse-Solidarité-Internationale(JSI) et Ville-Vie-Vacances/ Solidarité Internationale(VVVS).

Jusqu'à maintenant réservé aux associations appartenant à l'un des sept collectifs de solidarité internationale, le parrainage de projets JSI-VVVS s'ouvre désormais à toutes les associations désireuses d'accompagner des projets de jeunes, alliant inter culturalité et solidarité internationale.

Quel est le rôle de l'association marraine ?

- *La marraine est la clef de voûte d'un processus pédagogique permettant à l'association porteuse et aux jeunes du projet de renforcer leurs connaissances des enjeux mondiaux et leur capacité à construire un projet de solidarité internationale.*
- *La marraine accompagne les porteurs dans les procédures de dépôt des demandes de subvention sur la plateforme en ligne et les guide pour une meilleure compréhension des critères du dispositif.*
- *Elle est également la garante financière du projet qu'elle accompagne : Elle vérifie, puis elle valide en dernier ressort le dépôt du dossier, elle perçoit l'acompte et le solde du projet, qu'elle reverse à l'association porteuse.*

Extrait de l'appel à candidature

Présenté aux JR de rentrée, ce projet a été accepté par une petite équipe (Yvon, Catherine et sûrement d'autres contributeurs.trices.). J'ai accepté d'en être la coordonnatrice. Notre candidature a été déposée, considérée comme éligible et j'ai participé à un entretien collectif à l'issue duquel le GREF a été accepté. Une formation est prévue en janvier afin que nous puissions démarrer au moins un accompagnement en 2022. L'idée est que ce petit arbre produise des branches dans les autres régions.

Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à me contacter.

Marie-Brigitte DUIGOU

UN ACTEUR DANS LE MONDE AGRICOLE ET RURAL - AMAR

A l'occasion de nos journées régionales de Septembre, Gilles Maréchal a été invité pour présenter AMAR (Acteur dans le Monde Agricole et Rural), association de solidarité internationale tournée vers l'engagement des jeunes. Référencée Éducation Populaire, elle propose à une vingtaine de volontaires de partir trois semaines à la rencontre de communautés brésiliennes, majoritairement agricoles. Vingt-cinq adhérents constituent l'association. Trois cent cinquante jeunes ont été accueillis au Brésil, par l'association culturelle partenaire Via Campesina. Tous les jeunes s'immergent quelques jours dans une famille pour partager leur vie au quotidien. L'objet du voyage ce sont les rencontres et chacun choisit d'organiser une activité pour la communauté : du foot, une fête, une peinture collective... ou encore la réalisation d'un montage vidéo dans lequel les jeunes témoignent de leurs expériences et des leurs rencontres sur un des voyages.

Ensuite, Lucie Truchet, étudiante à Sciences Po Rennes, nous présente l'objet de son stage à AMAR, « La caravane des droits paysan.ne.s ». Il s'agit d'organiser en région Bretagne, une tournée citoyenne pour faire connaître la « Déclaration des Droits Paysan.ne.s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ».

Notre groupe de greffons a été particulièrement touché par les forces vives que cette génération génère. Le Gref, comme quasiment toutes les associations, se questionne sur l'accueil des jeunes en tant que membres-adhérents. Le questionnement porte aussi sur l'organisation et le fonctionnement qui cela rendrait possible.

Pour ma part, je suis particulièrement sensible à cette approche par le « faire » et par la notion de liens sous-jacente dans toutes les actions de solidarité « Ici et La-bas ».

Le développement des territoires ruraux, la culture rurale, l'accès à la terre, l'autonomie alimentaire, la distribution en circuit court... tous ces sujets m'ont amené à approfondir le projet de la caravane sur les droits paysan.ne.s, portée par Lucie et je vous en propose quelques éléments.

La déclaration de l'O.N.U.

En effet le 17 décembre 2018, l'Assemblée générale de l'O.N.U a adopté la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan.ne.s et des personnes travaillant en zones rurales.

Le texte de cette déclaration est le résultat concret de **17 années de mobilisations et de luttes paysannes**, fédérées par la Via Campesina au Brésil et ses alliés, un mouvement international qui rassemble environ 200 millions de paysan.ne.s défendant la souveraineté alimentaire comme chemin pour **promouvoir la justice sociale et la dignité**.

Le texte appelle les États à intégrer les 28 articles énoncés dans leur droit national. Alors que de nombreux pays occidentaux - comme la France - se sont abstenus lors du vote de la Déclaration à l'Assemblée Générale de l'ONU, le collectif soutient qu'adopter ce texte, c'est affirmer que **l'agriculture paysanne et l'alimentation sont des enjeux de société qui nous concernent toutes et tous**.

Si une telle déclaration n'a pas de caractère contraignant, le collectif croit néanmoins que cet outil peut servir de **base complémentaire aux plaidoyers portés par les mouvements sociaux et les organisations citoyennes**, voire même, être transcrite à terme, en lois nationales par les États signataires.



C'est dans cette perspective et sous cette dynamique que le « Comité Solidarités Paysannes Internationales » de France Amérique Latine et ses partenaires, axant leur travail sur les Droits Paysans, ont décidé de s'allier et de faire germer le **projet de Campagne pour les Droits Paysans**.

La campagne

Actuellement prévue sur une période de deux ans, avec un temps fort à l'été 2021 (juillet-août) sous forme de «**Caravane des Droits Paysans et du monde rural** », elle a pour ambition de divulguer la connaissance de ces Droits et, à partir de la Déclaration, de discuter des principes fondamentaux en lien avec l'agriculture et l'alimentation, de pousser les réflexions sur les leviers d'actions dans la mise en place de ces droits et visibiliser les combats locaux menés dans ce sens.

La « Caravane » coordonnée par AMAR et la Confédération Paysanne, est en tournée à travers les régions et territoires de France qui se montreront ouverts et voudront bien participer à son accueil et/ou son animation. À chaque étape seront organisés des événements culturels, festifs et/ou politiques : tables rondes, projections-débats, festivals, marchés, ateliers, rencontres et expositions. L'équipe caravane comprend 4 personnes (circulant à bord d'une camionnette et d'une voiture) dont trois membres du Comité SPI et un de la Confédération Paysanne.

Partenaires : À ce jour, ont confirmé leur collaboration : Les Amis de la Confédération Paysanne, les Amis du MST, MRJC (Mouvement Rural Jeunesse Chrétienne), AMAR (Acteur du Monde Agricole et Rural), Terre de Liens.

Des supports-ressources

- Un livret illustré de la déclaration
- Un flyer sur le droit aux semences, déposé dans les paniers d'une AMAP, dans les magasins bio
- Réalisation et ventes de cartes postales
- Une exposition (MCE, MJC de Pacé, Maison Bleue à Rennes, la MIR, la Part des autres, Ferme du Pressoir...)
- En projet : un flyer sur le foncier et la réalisation d'un film avec TY Film
- ...

Des animations et des événements

- Tournée de la caravane « Un mois, un droit » en Bretagne
- A la ferme de Brémelin, à la ferme en cavale...
- Au festival Alimenterre, festival des solidarités
- Le Festin, Projection/débat à Langueux, au lycée du Rheu
- Rencontres avec des Groupements fonciers agricoles (Sol en Bio ...)
- ...

En cours

- La réalisation **d'un plaidoyer sur la condition paysanne en Bretagne**
- **Une formation en visio-conférence** : sessions thématiques de 2h à partir de 20h (droit à la terre, droit à la formation, droit aux semences, droit à la souveraineté alimentaire...) : 29/11 et 6/12

Prochaines Rencontres

- ... **Dimanche 21/11 à 18h, à la MIR** : Projection/débat du film « Le festin »
- ... **Judi 25/11 à 18h sur le parvis de la MJC de Pacé** : Performance artistique et de stands d'information
- ... A 20h, soirée/débat "Quelle alimentation pour demain ?" avec Gilles POUPARD et Marie-Pascale Deleume, membres du CESER (Conseil économique, social et environnemental régional), qui nous présenteront leur étude « l'alimentation en Bretagne à l'horizon 2050 : Quels enjeux de société ? », échanges autour du projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation
- ... **Samedi 27/11 à partir de 16h, à la Maison bleue** : banquet paysan puis projection de « La Part des Autres »
- ... **Un événement festif en avril 2022** (le 17 ?) pour faire le point

Pour aller plus loin

<https://caravane-droits-paysans.org/> et de nombreux documents y sont stockés sur la page "**ressources**"
<https://www.helloasso.com/associations/amar-brasil-acteurs-dans-le-monde-agricole-et-rural/paiement-s/precommande-cartes-postales-des-droits-paysans>

Sylvie BOUGUET

Recruter de nouveaux adhérents sur des projets :

- Un atelier d'arts plastiques avec les demandeurs d'asile de l'HUDA au sein de Penthievre Actions à Lamballe.

Suite... Vers la constitution d'une équipe GREF



Retour au numéro 24 de notre revue du GREF Bretagne « A l'Ouest » où je relate la création de cet atelier:

« **Chacun suit son chemin de vie, d'expression et de création** ».

Mais la crise du COVID a mis en stand-by les rencontres au sein de l'association, ce qui me manque... *Bernard*, un Bénévole, m'invite à leur rendre visite dans les hébergements : les rencontrer sur leur domaine m'ouvre la voie d'une relation plus forte, plus humaine. Nous parlons de leur pays, de leur vie. Et certains qui avaient laissé de côté mon activité, reviennent car remis en confiance.

Depuis septembre, 2 événements

importants accélèrent la « co-construction » avec une équipe GREF :

1/ *Monique*, Bénévole au sein de l'HUDA depuis 3 ans sur un atelier de français, enseignante, prend sa retraite et adhère au GREF !!!

2/ *Cathy et Marie-Hélène*, Greffonnes résidant près de Lamballe, sont intéressées par l'idée de mener une activité GREF ici en France.

Nous nous réunissons donc chez moi le 15 octobre pour échanger. Monique nous apporte sa perception des ateliers apprentissage du français tels qu'ils sont menés dans l'association. Or, pour nous un moment de rencontre, quel qu'il soit, est un moment d'apprentissage de la langue.

Les participants à son atelier sont heureux de montrer leurs créations ; les affiches de mots sont utilisées.

Super : nous pouvons œuvrer ensemble. *Cathy et Marie-Hélène* sont intéressées pour intervenir dans les ateliers d'arts, ce qui permettra une meilleure régularité. Je rappelle le début de mon activité et les questions que je me pose.

Lors de la première rencontre avec *Paul, Directeur et Pascale, Responsable du service*, (rencontre conviviale par ailleurs), à part signer la charte d'engagement obligatoire après avoir entendu une présentation de l'association, n'y aurait-il pas d'autres préalables : Visiter les hébergements par exemple ? Y-a-t-il un règlement de l'occupation de ces hébergements ? Y-a-t-il des rencontres régulières des Bénévoles entre eux ? Avec les instances dirigeantes ? Quand peut-on débriefer ? Nous sommes bien conscientes que nous construisons dans le cadre d'un tryptique Association/ Salariés/ Bénévoles, qu'il faut du doigté, du respect du statut de l'un et de l'autre.

Cathy et Marie-Hélène ont fixé une rencontre avec *Paul et Pascale* pour signer la charte et pouvoir commencer leurs interventions en novembre-décembre pendant que je serai en mission au Bénin. Elles auront le statut de bénévoles de Penthievre Actions !

De son côté, le Directeur de Penthievre Actions sollicité par les Bénévoles organise avec l'aide de la

Responsable de l'HUDA, une réunion le 27 octobre. Il en profite pour présenter *Pierrette, Directrice Adjointe* nouvellement recrutée en charge de la « mobilité ». Nous sommes 6 Bénévoles présents:

Basile anime un atelier vélos en liaison avec Caritas. Les hébergés ont un vélo pour leurs déplacements. *Bernard* est dans l'accompagnement administratif et rend souvent visite dans les hébergements. Il échange beaucoup avec eux. *Brigitte, Bernadette et Monique* donnent des cours d'apprentissage du français. Un échange a lieu sur la tenue des cours. *Monique* qui est maintenant adhérente GREF, met en avant l'agrément Education Nationale qu'elle utilisera si besoin se présente.

Et moi : je présente rapidement le GREF historiquement, ses interventions en International et de plus en plus ici sur le territoire français. Dans certaines régions c'est le GREF qui est à la commande des activités auprès des migrants. Le GREF peut aussi venir en soutien par l'intervention de formateurs. Puis, c'est le tour de la présentation de l'atelier facilité par tous les affichages en place...*Monique* en profite pour expliquer qu'elle utilise cet affichage et « fait du lien ». J'en profite également pour informer que le fil rouge de l'atelier en 2022 sera la connaissance de Mathurin Meheut, peintre lamballais, et la participation au nouveau musée qui doit ouvrir en juin. Peut-être également une participation au dispositif de La Balade des Arts à Lamballe pour l'édition d'octobre 2022 ?

La notion de Règlement intérieur est abordée. Pour donner suite aux difficultés énoncées par *Basile*, je pense plutôt à une charte du bon comportement (?) dans les ateliers. Sachant que les Hébergés sont adultes, que les activités ne sont pas obligatoires. Cependant, des règles s'imposent dans les hébergements. Ces règles relèvent de l'équipe de direction ; et nous Bénévoles, pouvons réfléchir ensemble à la rédaction d'une charte.

Des résolutions sont prises :

- ° Plus de présence dans les hébergements et idées de goûters
- ° Un repas de fête collectif à Noël
- ° Rencontres plus régulières entre Bénévoles pour une meilleure circulation des informations (listes des Hébergés qui bougent sans cesse, informations sur leur état de santé, leur état psychologique, leurs démarches...)



° La venue de nouveaux Bénévoles serait bienvenue. Surtout des accompagnateurs ; pas seulement des professeurs de français. La plate-forme « Réfugiés.infos » mise en place par Marlène Schiappa le 14 octobre, est évoquée. Cette plateforme est une réponse en urgence à l'accueil des Réfugiés Afghans. Il faut savoir respecter un équilibre... Il ne faut pas que les Africains se sentent délaissés...

L'atelier suit son chemin... Le projet commencé avec une personne en décembre 2020 se construit maintenant autour d'une équipe, intégrant une nouvelle adhérente GREF qui arrive avec toute la connaissance de l'association. Cette équipe s'engage à se rencontrer régulièrement.

Une troisième étape commence.

La nécessité d'écriture d'un projet GREF ici s'impose. Rencontrer le directeur ou la directrice adjointe, voire le président de cette association pour envisager un partenariat via une convention ? Pas encore prêts...

En attendant, nous semons nos petits cailloux.

A Lamballe, le 2 novembre 2021

Maryse Mouret

A part les prénoms des adhérents GREF, les autres sont des prénoms d'emprunt :

° Commençant par P pour les professionnels

° Commençant par B pour les bénévoles

° Monique bénévole de Penthievre Actions a le privilège de garder son prénom car nouvelle adhérente GREF !

Nous lui souhaitons la bienvenue.

Recruter de nouveaux adhérents sur des événements mobilisateurs

Vide-grenier pour le Bénin

Mobilisation d'une équipe autour du projet Edjeromédé : participation au vide grenier du Val André



De Paimpol, Assérac, Guérande, Saint-Malo, Ploubalay, Saint-Cast, Lamballe, Rennes, Pléchâtel des voitures sont arrivées tôt le matin du 25 juillet pour décharger les voitures sur le parking du Guémadeuc dans la station balnéaire du Val André en Côtes d'Armor.

C'est la deuxième fois que le Gref Bretagne se mobilise pour ce vide grenier organisé par les employés municipaux de la ville de Pléneuf Val André. L'organisation se peaufine évidemment. Chacun a apporté maints objets pris dans les armoires, les buffets, les garages... Une maison vidée dans l'année : c'est un véritable trésor !



Etiquettes, scotch, feutres, ciseaux tout est prévu pour l'affichage des prix (?), ce qui demande concertation et rapidement décision : 2, 3, 4 euros. « *Nous ne sommes pas dans une brocante !* »



Les panneaux de communication et les flyers du projet Edjeromédé à Adjarra au Bénin sont au centre du stand. Ce projet de développement local a besoin de finances...



Chacun se prépare à l'accueil des futurs acheteurs. Par chance, la journée a échappé aux prévisions météorologiques de cet été 2021 pourri. Nous avons bien remarqué que le nombre des exposants était moins important que celui de l'été 2020 et avons quelques inquiétudes quant au nombre de visiteurs. Mais la journée s'est déroulée tranquillement, chacun assurant un temps de présence, se permettant aussi une échappée (avantage du nombre).



Bonne humeur de règle naturellement. Cette année n'a pas connu la visite du maire.

Public différent : pas très accroché par la Solidarité Internationale... Les discussions ne démarrent pas...

Marie-Thérèse, étant allée à °bonne école nous rassure : « *Je viens de faire un calcul très savant !!! Si on compte une moyenne de 2,50 Euros par objet vendu pour un total de 290 Euros, cela fait 115 clients. Un vrai commerce de pointe !* » Et un passage sur le stand correct... So, what else ?!



La journée se termine par un petit resto et... les idées fusent pour la saison à venir. Nous sommes forts pour cela au GREF !

Une participation à un vide-greniers est fructueuse pour la vie associative, pour les finances. Alors à l'été 2022 ? Entretemps, si vous pouvez stocker des « vieilleries, zouzouilles, vaisselles », pensez au projet Edjeromédé ! Merci à l'avance.

Maryse MOURET, pour l'équipe du projet Edjeromédé

« Ah, Adjarra (ter)
 Au vide grenier du Val André
 Ah, Adjarra (ter)
 Au vide grenier y est allé ! »
 A fredonner sur l'air de « ah ça ira, ça ira »

Un exemple de capitalisation



*Christine Delacôte nous fait part du travail de capitalisation qu'elle a réalisé pour le projet « **classes passerelles** » au Niger. Elle rappelle que l'objectif de ces classes est de permettre aux enfants de 8 à 14 ans non scolarisés ou déscolarisés de retrouver le chemin de l'école. Au Niger par exemple, plus de 2,6 millions d'enfants et jeunes ados sont exclus de tout système de formation. La population du Niger en 2020 est de 24 millions. Après un passage en classes passerelles, 1 an pour les 8 – 12 ans et 2 ans pour les 13 – 15 ans, ils retrouvent quasi tous : soit le système formel (école de base pour les plus jeunes, collège d'enseignement général ou technique pour les plus âgés) soit les centres de formation professionnelle aux métiers avec apprentissage.*

Pour lancer le débat, Christine nous demande de la questionner. Voici les questions qui lui ont été posées :

- Y-a-t-il une définition validée par le GREF ?
- Comment s'assurer de l'accessibilité du travail ?
- Comment choisir objectivement ce qui est capitalisable ou pas ?
- Quelle différence entre évaluation et capitalisation ?
- Quel lien entre capitalisation et communication ?
- Le projet de capitalisation est-il un projet d'équipe ?
- Qui construit la capitalisation ?
- Qui dégage et formule les changements ?

Les réponses de Christine :

« Je me suis appuyée sur la formation reçue du F3E « la capitalisation des expériences ». Un consultant d'Aide et Action, Matthieu Cros a apporté son concours et supervisé le travail. Faire appel à une personne qualifiée extérieure apporte un concours précieux.

Les objectifs de la capitalisation qui sont actés par le GREF :

- Produire du changement grâce à l'analyse de l'expérience
- Faire connaître pour inspirer, mutualiser, partager
- Tirer des leçons de l'expérience pour reproduire en mieux si c'est à répliquer

Le travail de capitalisation du projet PassEduc mené avec les acteurs complémentaires du consortium (Organisations de la société civile, Maires, chefs de village, ... ONG locales, Institutions ministérielles de l'Éducation Non formelle du Niger) s'est appuyé sur le vécu de tous les acteurs du projet piloté par Aide et Action Niger. Des grilles de questions ont été remplies par tous les acteurs, des échanges ont eu lieu soit en présentiel soit à distance.)

Le travail de capitalisation a donné lieu à la production de 2 livrables : l'un sur l'analyse du vécu des acteurs, l'autre sur la collecte de pratiques pédagogiques inspirantes.

Il ressort de cette capitalisation quelques facteurs de réussite :

- L'indispensable mobilisation de la société civile (travail et sensibilisation des populations avec les leaders locaux de la société civile : les familles, les comités de gestion, les maires, les autorités locales)
- L'implication des services déconcentrés du ministère l'Éducation Non formelle
- La coopération étroite de tous les acteurs autour de l'ONG porteuse de ce type de projet ici Aide et Action.

Projet qui réussit à cause de ce trépied d'acteurs qui agissent chacun dans leur domaine de compétences.

Ce type de projet financé par des bailleurs comme l'AFD ont des aides limitées dans le temps.

Un plaidoyer s'impose donc pour que ces classes passerelles deviennent pérennes tant qu'enfants et jeunes sont encore exclus de l'éducation. Le droit à l'éducation est un droit fondamental.

Objectif : faire de ces expériences des réussites afin que les services de l'État s'en emparent. Le souhait des États du Sahel étant de parvenir à une éducation inclusive et ce tout particulièrement pour les filles.

Questions pratiques :

- Pour réussir un projet de capitalisation, il faut commencer par en écrire les termes de référence (enjeux, objectifs, points de vigilance, leviers ...) C'est un travail collectif qui implique tous les partenaires.
- Ensuite, il faut faire vivre les livrables pour qu'ils servent à ceux qui participent à ce type de projet ou se lancent dans ces expériences,
- Et dans le même temps les faire connaître c'est à dire conduire un travail de plaidoyer qui est donc un travail de communication indispensable.

Christine regrette que le GREF ne propose pas d'édition propre qui serait une vitrine vers l'extérieur qui permettrait de montrer ce que sait faire le GREF.

Elle précise la différence entre une « évaluation » où il s'agit d'évaluer les résultats attendus pour rendre compte aux bailleurs, et la capitalisation qui est un retour sur l'expérience **par les acteurs**.

Dernière minute : les rapports sont édités, vous pouvez les consulter sur le site d'Aide et Action :

<https://france.aide-et-action.org/actualites/capitalisation-passeduc/>

La question des langues dans nos projets

Guy Berthou travaille dans un groupe qui réfléchit à cette question et nous expose quelques faits :

- 60% de la population mondiale pratique le plurilinguisme.
 - C'est le cas de 80% des enfants.
 - On naît avec une oreille universelle.
 - Si l'on sait ce qui s'est passé dans son cerveau lors de l'apprentissage de langues, on comprend mieux le fonctionnement des personnes à qui on apprend une nouvelle langue.
- C'est pourquoi Guy propose que chacun écrive sa propre biographie langagière.
- Ecrire le récit
 - En faire l'analyse (Comment ça s'est passé ? Ce que j'ai ressenti à ce moment-là ?)

Il sera nécessaire de prolonger cette réflexion lors de prochaines régionales.

S'ensuit une discussion intéressante au cours de laquelle certains parmi nous témoignent notamment de la façon dont ils ont été confrontés à la langue bretonne.

Pour compléter, Guy présente quelques éléments apportés par Geneviève Baraona, du groupe de travail sur la question des langues:

« La question de l'interculturel est incrustée dans la question des langues. L'autobiographie langagière permet :

- la conscientisation de ses propres capacités langagières, selon des expériences ayant à voir avec le plurilinguisme de l'autre
- de se questionner sur l'étrangéité de l'autre dont la langue porte une autre culture
- de s'interroger sur sa propre identité (langagière entre autre...)

La langue est une variante de l'identité. Comprendre un monde où vivent plusieurs langues c'est s'ouvrir à d'autres mondes, à l'altérité. »

Ils ont écrit : « Dès que j'entends une voix à accent je tends l'oreille, j'étudie la personne à la dérobée en essayant de me représenter l'autre versant de son existence, le versant lointain...[...]Ah...me dis-je, cette personne est cassée en deux ; elle a donc *une histoire* [...] Car celui qui connaît *deux langues* connaît forcément *deux cultures* aussi, donc le passage difficile de l'une à l'autre et la douloureuse relativisation de l'une par l'autre. Et ça a toutes les chances d'être quelqu'un de plus fin, de plus « civilisé », de moins péremptoire que les monolingues impatriés ...*Nancy Huston, Nord perdu* »

« L'homme du double pays, l'homme de la double culture, est un pont... quelqu'un qui permet aux autres *de passer* : par le passage qu'il est devenu lui-même, lui-même transformé justement en passeur-médiateur. » *Salah Stétié*

« C'est la surprise l'étonnement qui nous oblige à évoluer. » *Edgar Morin*